

Agents de la Fonction publique et citoyens



LE SERVICE PUBLIC, NOTRE BIEN COMMUN



Le 4 décembre 2014, plus de 5 millions d'agents des 3 versants de la Fonction publique et de la Poste éliront leurs représentants. En Gironde, 23% des salariés sont concernés (54 000 pour la Fonction publique d'Etat, 42 000 pour la Fonction publique territoriale et 23 000 pour la Fonction publique hospitalière).

Cette campagne électorale sera l'occasion pour les militantes et militants de la CGT de porter les revendications des personnels, indispensables à l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Ce sera également un moment privilégié pour faire des propositions :

↳ *de services publics qui répondent aux besoins des citoyens* (santé, enseignement, logement, communication, formation, recherche d'emploi, culture, sport...)

↳ *de financement à la hauteur* des dépenses utiles à la population et nécessaire au développement

économique du pays.

Pour cela, il faut rompre avec l'austérité et une fiscalité toujours plus favorable aux revenus du capital et plus lourde pour les revenus du travail.

Au nom d'une dette qui serait abyssale, il faudrait réduire toujours plus les services publics et le nombre de fonctionnaires, privatiser, s'attaquer aux statuts, aux salaires, aux carrières, aux pensions, ...

Et bien, non ! Ce ne sont pas les dépenses qui posent problème, ce sont les recettes qui ne cessent de diminuer. *La fiscalité, principal mode de financement des politiques publiques, doit être réformée en profondeur pour être plus juste et plus efficace. C'est possible et urgent.*

La CGT en Gironde comme au plan national est actuellement la première organisation dans la Fonction publique (les 3 versants réunis). Ce qui donne un poids plus important aux revendications que nous portons.

Jeudi 9 octobre 2014, au hangar 14, à 18 h

GRAND MEETING INTERREGIONAL CGT « LA RECONQUÊTE DES SERVICES PUBLICS AU CŒUR DES ELECTIONS »

**Avec la participation de Thierry LE PAON,
Secrétaire Général de la CGT**

Dans la journée, la CGT rencontre les salariés :

↳ **A partir de 6h30 à l'entrée de l'Hôpital Pellegrin**

↳ **A partir de 11h à Mériadeck**

↳ **A partir de 11h30 à la Cité Administrative**

↳ **A partir de 15h rassemblement devant la CNRACL (caisse de retraite des agents de la santé et des hospitaliers) à Bordeaux Lac pour exiger le maintien de la reconnaissance de la pénibilité.**

Austérité à l'Hôpital : danger pour la santé des citoyens

La Fonction publique hospitalière en Gironde, ce sont près de 23 000 salariés dans le secteur de la santé, de l'action sociale et du médico-social, répartis sur 30 établissements (hôpitaux, maisons de retraites, centre médico-sociaux) qui chaque jour et chaque nuit sont au service des malades, des handicapés ou des personnes âgées. *Leur mission est de répondre aux besoins de santé de tous les citoyens, qu'ils soient riches ou pauvres, qu'ils habitent en milieu rural ou en ville.*

C'est l'État (nos impôts) et la Sécurité sociale (nos cotisations sociales) qui les financent. Le nouveau plan d'austérité décidé par le gouvernement Valls impose 30 milliards d'économie sur la protection sociale, avec des conséquences toujours plus dramatiques. La baisse des dotations aux hôpitaux (Pellegrin, St André, Cadillac...) les oblige à mettre en place des Plans de Retour à l'Équilibre (PRE), c'est-à-dire des suppressions d'emplois, de lits, de services et des externalisations de missions vers le privé. Et, dans le même temps, les malades doivent payer de plus en plus !

Par exemple, à l'hôpital de Blaye, un premier PRE a abouti au non renouvellement de 35 contrats et au licenciement de 6 CDI, un 2ème PRE est prévu avec la suppression d'un poste par service et la fermeture de la lingerie par externalisation.

Ce sont certes les conditions de travail des salariés qui se dégradent, mais c'est aussi la qualité des soins qui est remise en cause ainsi que l'accès des soins pour les plus démunis. *A l'opposé, la CGT avec les citoyens et les agents hospitaliers agit pour une qualité de soins pour tous.*

Fonction publique territoriale : une réforme qui menace la démocratie et les services publics.

Les doublons de compétences et la multiplication d'échelons sont invoqués pour justifier la réforme territoriale décidée par le gouvernement. Ce sont les mega-régions et un nombre restreint de Métropoles (dont celle de Bordeaux) qui sont privilégiées. Les départements et communes devraient disparaître assez rapidement. Ce sont pourtant ces élus et ces collectivités locales auxquels les populations sont le plus attachés. Ce sont bien les conditions de travail des agents, les effectifs et la qualité du service public local de proximité qui feront les frais d'une telle réforme.

*« Les services publics de ma commune, du conseil général et régional,
tous les jours j'en use sans forcément le savoir »*

Agents des écoles, crèches, collèges, lycées, garderies et du transport scolaire ; agents des infrastructures et des routes ; travailleurs sociaux du département, services de protection maternelle et infantile, sages-femmes, puéricultrices, médecins, psychologues ; éducateurs, animateurs, intervenants culturels, professeurs de sport et de musique, agents des bibliothèques, du patrimoine, des services d'archives, d'architecture ; policiers municipaux, sapeurs pompiers ... Ce sont plus de 42 000 agents qui chaque jour œuvrent au bien être des citoyens du plus jeune au plus âgé, qu'il habite au centre de Bordeaux ou au fin fond du Médoc !

Oui, nous pensons que les services publics territoriaux et la démocratie locale ont besoin d'être revivifiés. Cette réforme imposée à tous, n'y répond pas. La CGT a des propositions pour répondre aux besoins des populations locales dans leur diversité.

Fonction Publique d'État : L'intérêt général doit primer : halte à la casse !

Universités, lycées, collèges, écoles primaires et maternelles, préfecture, rectorat, justice, pénitenciers, police, finances publiques, douanes, poste, télécommunication, équipement, environnement, logement, recherche, agriculture, jeunesse et sports, cohésion sociale... En Gironde, ce sont 54 000 agents qui travaillent dans ces services. Ils exercent des missions d'Etat indispensables à l'égalité sur tout le territoire, contre toutes les discriminations et l'accès pour tous à l'emploi, l'éducation, la formation, la justice, la sécurité. Leur professionnalisme permet la qualité des services publics dans notre département.

« Révision Générale des Politiques Publiques, Modernisation de l'Action Publique ... » sont la traduction, sous diverses appellations, des politiques d'austérité dans la Fonction publique : suppressions massives d'emploi, restructurations qui n'ont fait que dégrader les conditions de travail des agents, mais aussi la qualité des services. Au plan européen comme au plan national, elles mettent en péril nos services publics en privilégiant la rentabilité sur l'intérêt général. *La CGT combat avec fermeté ces politiques.*

Le pacte de responsabilité du gouvernement Valls répond au désidérata du MEDEF. C'est un mauvais coup de plus pour la Fonction publique et l'ensemble du monde du travail. *Pour sortir de la crise, il faut revitaliser les services publics de l'Etat, en redonnant de la puissance et de l'efficacité à l'intervention de l'état. C'est le choix de la CGT !*